

## Pour l'unité de la Bretagne : Une étape réussie à Saint Nazaire

**L**es Alternatifs 44 se félicitent de la réussite de la manifestation organisée hier samedi 1er octobre à Saint Nazaire pour la réunification de la Bretagne et de l'appel du président du Conseil Général de Loire-Atlantique, Patrick Mareschal, à « poursuivre la mobilisation populaire ».

Si réunir près de 3000 manifestants à Saint Nazaire peut être légitimement considéré comme un succès, il reste que l'engagement citoyen pour fermer enfin, 64 ans après, la trop longue « parenthèse de Vichy » apparaît encore à de nombreux acteurs du mouvement social comme marginal ou dépassé, quand ce n'est pas folklorique.

Pour qui était présent dans les rues de Saint Nazaire, ce samedi 1er octobre, le simple constat de la présence significative de la jeunesse dans la manifestation est une première et importante réponse. Mais elle ne saurait suffire.

Loin d'être un combat passéiste ou nostalgique, l'engagement pour que la Bretagne retrouve son unité et ses cinq départements ne peut être séparé d'un projet émancipateur pour les salariés, les paysans et plus globalement les citoyens des 5 départements bretons.

Pour convaincre celles et ceux, nombreux encore, notamment dans les mouvements syndicaux et associatifs, qui hésitent à se joindre à ce combat, les Alternatifs 44 considèrent qu'il est nécessaire d'articuler l'exigence de la réunification administrative et celle d'un projet alternatif et démocratique de développement pour la Bretagne, fondé non seulement sur la défense de la langue et de la culture bretonnes mais aussi sur la défense de l'emploi et des services publics, de la justice sociale et du respect de l'environnement, autant de thèmes hélas absents du rassemblement nazairien.

Compte-rendu pour  
le site rezocitoyen :

A l'initiative de l'association Bretagne Réunie (BP 49032, 44090 Nantes/Naoned cedex1), près de 3000 manifestant/e/s se sont retrouvés samedi 1er octobre dans les rues de Saint Nazaire pour fermer la « parenthèse de Vichy » (c'est en effet sous l'occupation nazie et le régime de Pétain que la Loire-Inférieure d'alors a été séparée administrativement du reste de la Bretagne) et recouvrer la Bretagne à 5 départements.

Dans une ambiance bon enfant, au son des binious et des cornemuses, et sous une marée de Gwenn ha du, de drapeaux de l'UDB, d'Emgann (le mouvement indépendantiste breton) et des Alternatifs, les manifestants, aux rangs desquels se trouvaient Patrick Mareschal, président PS du Conseil Général de Loire Atlantique et Kristian Guyonvar'ch, vice-président UDB du Conseil Régional de Bretagne, ont sillonné les rues du centre de Saint Nazaire avant de se retrouver devant la base sous-marine où les orateurs ont rappelé que « rien ne se fera sans la mobilisation populaire qui doit continuer » (P. Mareschal) et que « la réunification se fera par les jeunes » (Emile Granville).

A noter l'absence à cette manifestation régionale des élus nazairiens, ce qui ne surprendra pas en ce qui concerne le maire, Joël Batteux, PS, dont on connaît l'hostilité à tout ce qui rappelle l'appartenance géographique, historique et culturelle de Saint Nazaire à la Bretagne. Plus surprenante était l'absence des élu/e/s Verts de la ville dont le parti avait pourtant publiquement soutenu ce rassemblement. ■

François PRÉNEAU

# Pour une infor Appel à

**N**ous en appelons à tous les citoyens attachés à une information indépendante et pluraliste, aux journalistes, créateurs et salariés des médias, aux acteurs des médias associatifs, aux intermittents et précaires de tous les métiers de l'information et de la culture, aux militants et responsables des mouvements syndicaux, associatifs et politiques, aux mouvements d'éducation populaire, à toutes celles et à tous ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles

Pour que se tiennent, localement et nationalement, des **ÉTATS GENERAUX POUR UNE INFORMATION ET DES MÉDIAS PLURALISTES**

Des États Généraux, pourquoi ?

1. Pour remplir leur fonction démocratique, les médias devraient être soustraits à l'emprise directe des pouvoirs économiques et politiques. Or ce n'est manifestement le cas ni des médias privés, ni des médias publics. Les logiques financières qui prévalent dans les premiers ont désormais gagné les seconds, au point que le secteur public ne semble devoir son maintien qu'à la perpétuation de sa dépendance politique.

La concentration des médias, livrés à des groupes liés à des empires industriels, à des fonds de pension et au secteur bancaire dont le principal objectif est de répondre aux attentes de leurs actionnaires, compromet gravement la qualité et la diversité de l'information, du divertissement et de la culture.

Elle incite les groupes de presse qui ne dépendent pas directement des groupes les plus puissants à se battre contre eux avec les mêmes armes sur le même terrain.

Elle entraîne une course à la rentabilisation qui se traduit par une précarisation vertigineuse des métiers de l'information et de la culture, par la subordination croissante des journalistes à leur hiérarchie, par l'assujettissement de plus en plus étroit des programmes et de tous les producteurs d'information et de culture aux impératifs imposés par les diffuseurs et par les publicitaires.

# mation et des médias pluralistes des États généraux

Acteurs de la mondialisation libérale et de la dérive ultralibérale de l'Europe, la plupart de grands médias en sont, par éditorialistes et chroniqueurs interposés, les propagandistes. Au mépris de la diversité des opinions et des aspirations de leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Mais quand le pluralisme est mutilé, c'est la démocratie qui dépérit.

Le secteur public de l'audiovisuel ne fait pas exception, bien au contraire. Assujéti à la publicité, parce que son financement public est insuffisant, il se condamne, face aux chaînes et stations privées, à les concurrencer avec les armes commerciales de la course à l'audience instantanée. Placé sous la tutelle de la majorité politique du moment, il en subit directement les pressions et les reprises en main périodiques. Comment, dans ces con-

ditions, pourrait-il remplir son rôle de service public ?

2. Les pouvoirs publics, loin de garantir l'égalité du droit d'accès aux médias, le pluralisme de l'information et l'indépendance des journalistes :

- Favorisent les concentrations guidées par la recherche obsédante du profit maximal dans le délai le plus court, qui est la règle du marché ;

- Livrent l'audiovisuel et de larges secteurs de la presse écrite aux appétits des groupes adossés à des conglomérats industriels bénéficiant des marchés publics ;

- Maintiennent leur encadrement politique d'un audiovisuel public, privé des moyens financiers de son indépendance ;

- Pérennisent un système d'aide à la presse qui favorise les médias financièrement les plus puissants et les plus mercantiles ;

- Participent à la fragilisation des médias indépendants des grands groupes en s'attaquant aux services publics, comme celui de la Poste qui réserve ses tarifs préférentiels aux médias les plus lucratifs ;

- Se refusent à doter les médias sans but lucratif et, plus particulièrement, les médias associatifs, du statut juridique et de l'aide financière sans lesquels leur existence est compromise.

Des États Généraux,  
dans quel but ?

Par ces États généraux, nous entendons dresser un état des lieux des

## SIGNATURES

Associations et syndicats nationaux: ACJ (Association des cyber-journalistes). - ACRIMED (Action Critique Médias) - Action Consommation - Appel et réseau pour une information impartiale et pluraliste - Association Faire Le Jour - Association JAL (Justice Action Liberté) - ATTAC - Casseurs de Pub- Confédération paysanne - Corali (Association pour la Coopération des radios libres) - FERC-CGT (Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture)- FNVDPO (Fédération Nationale des Vidéos de Pays et de Quartier) - FSGT (Fédération Sportive et Gymnique du Travail)- Les Pieds dans le Paf - OFM (Observatoire Français des Médias)- OMOS (Observatoire des Mouvements de la Société) - RACCFC (Rassemblement des auditeurs contre la casse de France Culture)- SCAM (société des auteurs multimédias) - SIPM-CNT (syndicat interprofessionnel de la presse et des médias) - SNJ (Syndicat National des Journalistes) - SNJ-CGT (Syndicat National des Journalistes-CGT)- Sud Culture - Sud Education-UFAL (Union des Familles Laïques)- Union Syndicale Solidaires - Voir&Agir

Syndicats d'entreprise, associations et syndicats locaux (Communes, départements, régions) : Collectif de la Région Rouennaise d'Observation des Médias - Collectif Kraken-Art - Les Inattendus (Lyon) - Les Pieds dans le Paf Loire Atlantique - Observatoire bisontin des médias - Observatoire nantais des médias - Observatoire grenoblois des médias (Ogremed) - SNJ-CGT France-télévisions - SNJ-CGT Radio France - SNJ-CGT AFP - Sud PTT44 de la Dorr - Sud Santé Sociaux de l'Isère - Spasmet-solidaires (Syndicat des Personnels Assurant un Service Météo) - Sud-Radio France - Sud-AFP.

Médias associatifs et coopératifs : Aligre Fm - Co-Errances - CQFD - Cuverville (Toulon) -Fréquence Paris Plurielle (Paris) - La Lettre les alternatifs (Loire Atlantique)- La televisionpaysanne.org - L'Accroche (Montpellier) - Primitivi (Marseille) - Tv Bruits (Toulouse) - Zalea TV - Zapito (Rouen)

Avec le soutien des associations et partis politiques suivants :

- Alter- Les Alternatifs- Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - Mouvement Républicain et Citoyen (M.RC) - Les Verts - Parti communiste français (PCF)- Le Parti socialiste (P.S.) -

Les très nombreuses signatures individuelles, notamment de journalistes qui s'associent à l'appel et de responsables politiques qui le soutiennent seront publiées ultérieurement. Pour toutes les signatures individuelles, merci de recourir exclusivement à l'inscription automatisée sur le site de l'appel.- Page d'accueil : <http://www.etats-generaux-medias.org/>